

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'Institut a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers /
Couverture de couleur
- Covers damaged /
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure.

- Additional comments /
Commentaires supplémentaires:

Pagination continue.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire

- Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées.

L'ÉCHO

DU

Cabinet de Lecture Paroissial.

Vol III

Montréal, (Bas-Canada) 9 Novembre 1861

No. 44.

SOMMAIRE: Chronique.—Une famille dans l'angoisse: Un usurier impitoyable: Noble libéralité d'un riche concitoyen.—Lectures de M. Masseras.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE: Le circulaire de Mr. de Persigny.—La St. Vincent de Paul et Mr. Ozanam.—Maladie du P. Lacordaire.—Nouvel ouvrage de M. Guizot sur le pouvoir temporel.

L'attention est vivement excitée en France par l'apparition d'une Circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, qui altère essentiellement la constitution de la Société de St. Vincent de Paul.

M. le Ministre déclare qu'il lui semble que l'existence du Conseil Central établi à Paris et des différents conseils provinciaux, est nuisible au bien de cette société, et sans consulter le vœu de ses membres et sans énoncer la source des informations qu'il déclare avoir prises, il supprime les Conseils et enjoint aux Préfets des Départements de tenir la main à l'exécution immédiate de sa décision.

Les Conférences qui existent depuis bientôt trente années n'avaient pas établi ces Conseils Central et Provinciaux sans de graves motifs; elles avaient continuellement eu occasion de recourir à leurs lumières et à leur direction; le bon esprit dont elles étaient animées, le bien qu'elles faisaient par toute la France témoignaient suffisamment de cette organisation; mais M. le Ministre, évidemment guidé par des dénonciations intéressées et une influence étrangère, a pris une détermination qui peut avoir les conséquences les plus funestes sur l'existence de la Société, sur les services qu'elle rendait et sur l'exemple admirable qu'elle donnait à tous. On comprend que cette mesure ait blessé profondément le sentiment des catholiques, et l'on en voit déjà la preuve dans les réclamations des principaux organes de l'opinion religieuse en France:

Enfin il est à remarquer que, sauf quelques journaux dévoués aveuglément à la politique du gouvernement, un grand nombre, même parmi les moins suspects de complaisance pour le triomphe des idées religieuses, a discuté cette dure mesure, l'a blâmée et improuvée de la manière la plus énergique.

La circulaire de M. Persigny, ministre de l'Intérieur, ne contient aucun grief précis, elle ne renferme que les accusations les plus vagues; elle reconnaît même que cette Société est dévouée au soulagement des classes pauvres, qu'elle a fait jusqu'à présent le plus grand bien, qu'elle ne s'est jamais écartée de sa mission pour

se consacrer à aucune propagande politique; qu'elle est composée de membres empruntés à toutes les opinions, qu'elle renferme un assez grand nombre de fonctionnaires publics et d'employés du gouvernement pour éloigner tout soupçon d'esprit de parti et d'opposition; mais en même temps elle déclare sans autre preuve que son organisation est fautive et pleine de dangers pour l'avenir, et que par conséquent elle doit être radicalement changée.

Désormais les Conférences n'auront plus à communiquer entre elles, elles agiront dans chaque ville, sous le contrôle de l'administration locale, elles se conduiront sous leur propre inspiration sans recourir à aucune direction générale ou provinciale, et elles ne seront plus reliées par toute la France, par cette centralisation qui faisait leur force et qui avait jusqu'à présent si parfaitement contribué à maintenir la ferveur et l'esprit de ses premières années et de ses commencements.

Parmi les journaux qui ont blâmé cette mesure, au point de vue de l'intérêt moral, on cite surtout le *Journal des Débats*, qui a publié à ce sujet un excellent article que l'on doit à l'un de ses meilleurs rédacteurs, M. Prévost Paradal.

« Il montre les rapports du pauvre et du riche dans les temps présents, rapports qui deviennent de jour en jour plus délicats et qui, dans certaines circonstances surtout, peuvent devenir si éloignés de cette bienveillance et de cette concorde indispensables au bien et à la paix publiques. A de certains moments surtout de commotion ou de malaise, le pauvre est porté à ne voir dans le riche qu'un ennemi ou au moins un maître que rien ne peut lui faire aimer.

« La politique ne peut rien pour arrêter ces sentiments de défiance, et par la force des choses elle tend plutôt à les exciter. Mais ce qui peut adoucir ce qu'il y a de dangereux dans ces tendances, c'est l'exercice de la charité et surtout de la charité personnelle. Cette charité personnelle et vivante qui va visiter le pauvre, faire connaissance avec lui, qui l'assiste dans ses misères morales après avoir pourvu à celles du corps, qui purifie son foyer, qui reconstitue sa famille, qui le suit dans ses travaux et ses devoirs et dans ses peines, qui lui fait reconnaître dans le bienfaiteur, le concitoyen, l'ami, le frère.»

Or, la Société de St. Vincent de Paul a admirablement propagé cette charité personnelle, cette charité vivante, dévouée, continuelle; elle a rapproché les différentes classes, et déjà dans les circonstances les plus difficiles elle a montré qu'elle pouvait prévenir les plus grands malheurs. C'est donc prendre une grande responsabilité que de porter une mesure qui peut faire tant de

mal aux classes souffrantes du peuple comme à la jeunesse religieuse.

La concorde entre les diverses classes de la société est souverainement nécessaire à la paix publique, principalement dans les temps où nous sommes ; et de plus, un aliment à la piété et à l'esprit de dévouement est indispensable à cette jeunesse ardente, sortant chaque année des écoles ; ce qu'il lui faut surtout, c'est un préservatif pour la pureté de sa foi, pour l'intégrité de ses mœurs et pour la conservation de ces sentiments élevés et nobles qui sont son plus beau privilège ; ce serait un grand malheur que rien vint l'entraver dans sa bonne volonté et dans ses généreuses résolutions.

Le secours que tant de jeunes gens ont déjà trouvé dans cette Société est actuellement aussi nécessaire que jamais : écoutons ce que disait Ozanam, sur la fondation de la Société, et nous verrons si les maux qu'elle a combattus ne peuvent encore se représenter.

“ Quand nous avons commencé, dit Ozanam, à nous réunir sous la protection de St. Vincent de Paul, nous étions alors envahis par un déluge de doctrines philosophiques et hétérodoxes qui s'agitaient autour de nous, et nous éprouvions le désir et le besoin de fortifier notre foi au milieu des assauts que lui livraient les systèmes divers de la fausse science. Quelques-uns de nos jeunes compagnons d'études étaient matérialistes ; quelques-uns saint-simoniens ; d'autres fouriéristes ; d'autres encore déistes. Lorsque nous, catholiques, nous nous efforcions de rappeler à nos frères égarés les merveilles du christianisme, ils nous disaient tous :

“ Vous avez raison si vous parlez du passé ; le christianisme a fait autrefois des prodiges ; mais aujourd'hui le christianisme est mort. Et, en effet, vous qui vous vantez d'être catholiques, que faites-vous ? Où sont les œuvres qui démontrent votre foi et qui peuvent nous la faire respecter et admettre ? ” Ils avaient raison : ce reproche n'était que trop mérité. Ce fut alors que nous dîmes : eh bien, à l'œuvre ! et que nos actes soient d'accord avec notre foi. Mais que faire ? Que faire pour être vraiment catholiques, sinon ce qui plaît le plus à Dieu ? Secourons donc notre prochain, comme le faisait Jésus-Christ, et mettons notre foi sous la protection de la charité.

“ Nous nous réunîmes tous les huit dans cette pensée, et d'abord même, comme jaloux de notre trésor, nous ne voulions pas ouvrir à d'autres les portes de notre réunion. Mais Dieu en avait décidé autrement. L'association peu nombreuse d'amis intimes que nous avions rêvée devenait, dans ses desseins, le noyau d'une immense famille de frères, qui devait se répandre sur une grande partie de l'Europe. Vous voyez que nous ne pouvons nous donner véritablement le titre de fondateurs : c'est Dieu qui a voulu et qui a fondé notre Société.

“ Je me rappelle que dans le principe, un de mes bons amis, abusé un moment par les théories saint-simoniennes, me disait avec un sentiment de compassion : “ Mais qu'espérez-vous donc faire ? Vous êtes huit pauvres jeunes gens, et vous avez la prétention de secourir les misères qui pullulent dans une ville comme Paris ! Et, quand vous seriez encore tant et tant, vous n'en feriez toujours pas grand'chose ! Nous, au contraire, nous élaborons des idées et un système qui réformeront le monde et en arracheront la misère pour toujours ! Nous ferons en un instant pour l'humanité ce que vous ne sauriez ac-

complir en plusieurs siècles. ” Vous savez, Messieurs, à quoi ont abouti les théories qui causaient cette illusion à mon pauvre ami ! Et nous, qu'il prenait en pitié, au lieu de huit, à Paris seulement, nous sommes deux milles, et nous visitons cinq mille familles, c'est-à-dire environ vingt mille individus, c'est-à-dire le quart des pauvres que renferment les murs de cette immense cité. Les Conférences, en France seulement, sont au nombre de cinq cents, et nous en avons en Angleterre, en Espagne, en Belgique, en Amérique et jusqu'à Jérusalem. C'est ainsi qu'en commençant humblement on peut arriver à faire de grandes choses, comme Jésus-Christ, qui, de l'abaissement de la crèche, s'est élevé à la gloire du Thabor. C'est ainsi que Dieu a fait de notre œuvre la sienne et l'a voulu répandre par toute la terre en la comblant de ses bénédictions. ”

Ce bien qui s'est produit depuis 1830 n'est-il donc plus nécessaire ? Il semble que M. de Persigny, du reste, n'est accessible à aucune considération semblable. Dans sa pensée la Franc-maçonnerie et la Société de St. Vincent de Paul doivent être mises sur le même niveau ; une société telle que la franc-maçonnerie qui a mis de côté tout principe religieux, qui a fait ouvertement profession d'athéisme en tant de rencontres, qui s'est trouvé au fond de toutes les révolutions qui ont bouleversé l'Europe depuis un siècle et que les Souverains Pontifes ont plusieurs fois condamnée, cette société est citée dans un rapport officiel, émanant de la plus haute autorité administrative, à côté d'une société purement religieuse et charitable, qui suivant l'aven même de ses ennemis ne s'est jamais éloignée de sa destination, et qui dans tous les temps a pu être honorée de l'approbation et des encouragements de l'autorité religieuse.

C'est comme un défi jeté aux catholiques, et assurément la plus grande marque de mépris que M. le Ministre pouvait leur infliger, était de les placer dans un document public, au même rang que ses amis les plus intimes.

Des nouvelles inquiétantes sont arrivées sur la santé du Rév. P. Lacordaire ; on désespère de le sauver ; épuisé par ses travaux, ses prédications nombreuses, et, dans ces derniers temps, par ses soins assidus au collège de Sorèze, dont il a accepté la direction, le Rév. Père succombe à une maladie longue et douloureuse. M. de Montalembert a traversé toute la France pour aller le visiter dans sa maladie, mais il a dû se retirer sans espoir.

Tandis que le P. Passaglia, abandonnant l'église, s'en va honteusement mettre son talent au service des impies et des plus détestables doctrines, M. Guizot publie un ouvrage qui sera une des apologies les plus remarquables du *Domaine temporel* du souverain Pontife, ce livre frappera d'autant mieux l'attention qu'il est plus inattendu. La question a été déjà suffisamment traitée et exposée, mais le livre de M. Guizot la discute à un point de vue nouveau qui peut éclairer bien des esprits prévenus encore. Le *Courrier des Etats-Unis* rend compte de ce livre et déclare “ qu'après l'avoir lu on peut s'étonner que celui qui l'a écrit reste encore protestant. ”

La conversion de l'illustre publiciste est encore un secret de l'avenir, mais si son retour se fait attendre, on pourra dire que, tandis que l'Eglise perd quelques-uns de ses enfants, elle trouve, dans ses ennemis mêmes d'utiles auxiliaires, par une disposition admirable de la Providence, *Salutem ex inimicis nostris*.

Il paraît que l'année dernière l'Empereur Alexandre et Lord Palmerston avaient demandé à un juriconsulte allemand un mémoire sur la question de la souveraineté temporelle du Pape.

Ce mémoire expose cette thèse de la manière la plus péremptoire :

“ L'Église catholique est l'expression la plus complète, la plus énergique, et la tête du christianisme :

“ Toucher à la tête c'est atteindre les membres ; or le Catholicisme ne peut vivre sans l'indépendance de son chef et cette indépendance ne peut exister sans la souveraineté temporelle.

Chacun de ces points est traité avec une force de raison et une abondance de preuves telles que l'on dit que Lord Palmerston et l'Empereur Alexandre ont exprimé leur adhésion aux idées développées dans ce savant mémoire.

M. Guizot en a eu communication, et l'a développé ensuite dans un volume étendu qui a paru depuis quelques jours chez Michel Levy.

Tous les hommes d'élite de ce temps sont donc d'accord sur cette question importante ; quelques transfuges ont pu attaquer la vérité, mais elle trouve des défenseurs dans les écrivains des opinions les plus diverses.

“ Sur ce point M. Guizot pense comme M. Berryer, M. Thiers comme M. de Falloux, le duc de Noailles comme M. Odillon Barrot, MM. de Montalembert et de Broglie comme MM. Villemain, Bagnot, Sauret, Casimir Perrier, etc., etc ; ” c'est la réflexion d'un célèbre apologiste de la religion, M. Alexandre de St. Cheron, qui a publié autrefois un travail si remarquable sur l'illustre Compagnie de Jésus, et il ajoute en acclamant l'œuvre de M. Guizot :

“ Dieu tiendra compte à cette grande intelligence d'une longue vie qui, au milieu d'erreurs inévitables à la fragilité humaine, aux circonstances de la famille, de l'éducation, des temps, de la révolution, a toujours voulu le bien, a cherché avec calme et persévérance à défendre avec courage ce qu'elle a cru sincèrement être la vérité et la justice. ”

Une famille dans l'angoisse : un usurier impitoyable : noble libéralité d'un riche concitoyen.

Dans le petit village de L. vivait un maçon nommé Léonard : sa femme s'appelait Gertrude. Depuis près de dix ans que durait leur union, jamais la moindre altercation ne s'était élevée entre eux ; actifs et laborieux, ils avaient trouvé le moyen d'amasser quelques économies et de pourvoir aux besoins de leurs quatre enfants qu'ils élevaient dans la crainte de Dieu et dans l'amour du prochain.

Léonard et Gertrude avaient placé leurs économies chez M. S., riche négociant de la ville voisine ; le malheur voulut que ce négociant vint à manquer. Léonard, déjà souffrant des suites d'une chute, ressentit si vivement ce coup inattendu que, malgré sa résignation ordinaire, il tomba dangereusement malade. Les consolations spirituelles, les tendres remontrances de son pasteur, parvinrent enfin à ranimer son courage, et, au bout de trois mois, il fut en état de reprendre ses travaux.

Mais il y avait alors un malaise général dans le pays ; le commerce n'allait point, et Léonard ne put se procurer de l'ouvrage. Sa maladie avait épuisé, et bien au

delà, ses faibles ressources ; il fut obligé d'emprunter pour soutenir sa famille.

Comme on lui avait fait espérer qu'il recevrait dans quatre à cinq mois un dividende de 50 louis dans la faillite de M. S., Léonard crut faire une bonne affaire en empruntant une somme de 35 louis à 15 par cent, et il souscrivit à un vieil usurier, l'engagement, soit de le rembourser au bout d'un an, soit de le mettre en possession de sa maison et d'une petite prairie contiguë au manoir de L., s'il ne pouvait le payer à cette époque. Cette maison et cette prairie valaient cependant au moins 50 louis ; mais M. X. avait exigé impérieusement cette condition.

Il y avait déjà près d'un an que Léonard avait souscrit cet engagement onéreux, et pendant cet intervalle il n'avait eu que quelques rares journées de travail dont le salaire, avec les 35 louis empruntés, avait été presque entièrement employé à payer les frais de sa maladie et à subvenir à l'entretien journalier de sa famille.

Ce n'était pas sans la plus vive anxiété qu'il voyait approcher le terme de son engagement. Un procès important, perdu par les syndics de la faillite de M. S., avait ruiné de ce côté toutes les espérances du pauvre Léonard ; dans quelques jours cependant il devait ou rembourser intégralement les 35 louis, ou faire l'abandon de sa maison et de sa prairie ; car M. X. était impitoyable, et prétendait user de toute la rigueur de ses droits.

Gertrude connaissait toute l'horreur de sa position, et s'en montrait profondément affectée. Elle ne pouvait voir la prairie, ni s'occuper de sa maison, sans avoir toujours à l'esprit cette pensée : “ Hélas ! quelques jours encore, et tout ceci ne nous appartiendra plus. ” Le soir, lorsque après la prière elle embrassait ses enfants, elle les pressait tendrement contre son sein ; puis, lorsqu'ils étaient couchés, ses larmes coulaient en abondance.

Jusqu'alors elle avait caché ses pleurs à ses enfants ; mais, le mercredi-saint, Léonard était allé à la ville et ne revenait point ; Gertrude était plus triste qu'à l'ordinaire : ses enfants remarquèrent ses larmes :

— Ah ! bonne maman, ne pleure point, lui dirent-ils tous ensemble, et ils se pressèrent tous contre son sein : l'inquiétude et le chagrin étaient empreints sur leur figure enfantine. La pauvre mère resta quelques instants dans cet état, et il se fit autour d'elle un silence d'affliction qui n'était interrompu que par les soupirs, les sanglots et l'agitation de ses enfants. Tous les yeux, mouillés de pleurs, étaient tournés sur Gertrude, et ce fut la première fois que la petite Louise, qu'elle tenait entre ses bras, regarda sa mère sans lui sourire. Ce spectacle déchira le cœur de l'infortunée mère : elle ne put y résister, et mêla ses larmes à celles de ses enfants.

Léonard rentra en ce moment. Gertrude était alors appuyée sur son lit ; elle n'entendit point ouvrir la porte, ni ses enfants non plus. Ils ne voyaient que leur mère et étaient suspendus à son cou, à ses bras et à ses vêtements.

C'est dans cet état que Léonard les trouva : à cette vue, la pâleur de la mort monta à sa figure, ses membres tremblèrent :

— Seigneur Jésus ! qu'est-ce ci ? s'écria-t-il tout tremblant.

Gertrude leva la tête ; elle le vit, puis ses enfants le virent, et il n'y eut qu'un cri parmi eux : — Bonne ma-

man, bonne maman, voici papa, et la petite Louise elle-même cessa de pleurer.

—Qu'as-tu donc, ma pauvre Gertrude? dit Léonard d'une voix tout émue.

—O mon ami, répondit Gertrude, d'affreux soucis rongent mon cœur, et lorsque tu n'es pas ici, je ne puis contenir ma douleur.

—Gertrude, reprit Léonard, je connais la cause de tes larmes; oh! je suis bien malheureux!

—Gertrude éloigna alors ses enfants, et Léonard l'embrassa: puis il lui prit la main, et il ne pouvait point parler.

Gertrude garda le silence un instant: Léonard lui serrait convulsivement la main en sanglotant, et ses pleurs coulaient avec abondance.

La pauvre femme demeurait interdite; elle n'osait point parler; puis elle se hasarda:—Quelles nouvelles? et elle prononça ces deux mots d'un ton si bas, les yeux encore rouges, son sein palpitant, qu'on voyait bien qu'elle craignait autant qu'elle désirait la réponse.

Léonard tressaillit involontairement; mais il n'avait point entendu la demande.

—Prends confiance en la bonté de la Providence, mon pauvre ami, ranime ton courage!

—O Gertrude! Gertrude! et son œil était hagard; son expression déchirante; il ne pleurait plus.

—Ranime ton courage, cher ami, reprit Gertrude, prends confiance en Dieu; sa bonté pourvoira à nos besoins. Et elle vit l'expression sinistre de la figure de Léonard:—Ne me regarde point ainsi; tes yeux sont un glaive perçant pour mon cœur; ton regard est un blasphème contre le Ciel. Et elle se mit à verser un torrent de larmes, elle se jeta aux pieds du crucifix suspendu à son lit.

Léonard la contempla quelques instants dans cette position; puis il retrouva des pleurs, et Gertrude, après avoir soulagé son cœur devant l'Homme-Dieu, se releva.

—Pardonne, pardonne, cher ami, à la vivacité de ma douleur. Tu sais qu'à côté de toi, le pain et l'eau me suffisent. Tu sais qu'élevés dans la crainte de Dieu et à l'école du travail, nos enfants, dans quelque position qu'ils se trouvent, nous donneront toujours des sujets de consolation! eh bien! maintenant parle, qu'y a-t-il?

—O Gertrude, Gertrude! je n'ose, et pourtant je ne puis te le cacher plus longtemps. J'ai tout fait pour vendre et me procurer de l'argent, ou pour obtenir du moins quelque répit auprès de M. X. Mais le vieil usurier ne veut pas seulement en entendre parler. Il faut absolument partir lundi prochain.

Gertrude ne pleurait plus: elle était résignée. Que la volonté de Dieu soit faite, dit-elle!

—Oui, reprit Léonard avec l'accent de la plus vive angoisse, que la volonté de Dieu soit faite! Mais il est bien dur de se voir chassé ainsi de la propriété de ses pères par un malheureux usurier.

Gertrude ne répondit rien, elle était absorbée dans ses tristes réflexions; puis, quelques instants après, une lueur d'espérance sembla naître dans son esprit; elle serra la main de Léonard.

—As-tu vu aujourd'hui M. R.? lui demanda-t-elle.

—Non, répondit Léonard; tu sais bien que la dernière fois que je le vis, il y a quinze jours, il me dit qu'il avait entièrement renoncé à ce projet de construction, dont il m'avait parlé dans le temps.

—C'est juste, reprit la pauvre Gertrude; et elle parut retomber dans son état d'accablement, puis elle se jeta de nouveau aux pieds du crucifix. Léonard voulut joindre ses prières aux siennes; mais il ne pouvait prier...

L'heure ordinaire du souper était passée depuis bien longtemps; Léonard et Gertrude n'avaient point faim; mais les enfants, rentrés depuis quelques instants dans la chambre, jetaient un regard inquiet sur le buffet. La pauvre mère comprit leur muet langage, et leur donna du pain avec un peu de beurre; puis, après ce frugal repas, elle leur fit réciter la prière du soir, les conduisit coucher, et, en se retirant, elle les embrassa; mais ses embrassements, plus vifs que de coutume, allèrent droit au cœur des pauvres enfants; ils pleurèrent, et la petite Louise elle-même eut de la peine à s'endormir.

Cette nuit, ce fut une nuit d'angoisses; le sommeil fut court et pénible; Gertrude ne dormait presque point, et lorsqu'elle dormait, les noms de ses enfants lui échappaient de la bouche; puis elle disait quelquefois des choses étranges, puis elle pleurait. Léonard ne put tenir au lit, il se leva, s'assoupit auprès du poêle; puis, voyant Gertrude plus tranquille, il alla dans la chambre des enfants, et comme ils dormaient d'un sommeil paisible, il rentra, le cœur soulagé, et après avoir mis ses plus beaux habits, il sortit avant le jour.

Gertrude, en se réveillant, vit que Léonard n'était plus dans la chambre; elle l'appela, mais il ne répondit point. Son pauvre cœur, déchiré par tant de traits, ne pouvait supporter la solitude; elle se leva à la hâte; puis elle eut peur, car son mari ne sortait jamais à pareille heure. Elle se prosterna la face contre terre pour faire sa prière du matin; mais ses paroles étaient brèves, sans suite: enfin elle vit son crucifix, et à cette vue, elle s'écria:—Seigneur Jésus! que votre volonté soit faite! et pourtant c'est une chose bien dure pour moi, pour mes pauvres enfants; mais que votre volonté soit faite et non la mienne! et en se relevant, l'infortunée parut plus résignée.

Le soleil, sortant radieux des flots de l'Océan, dissipait les dernières ombres de la nuit; la nature élevait vers son Créateur l'encens du matin; les oiseaux des champs rédisaient aux échos le cantique de la reconnaissance. Gertrude ne put voir ce magnifique spectacle, car elle habillait ses enfants; mais, en ouvrant la fenêtre, elle vit la prairie, et cette vue renouvela ses douleurs.

Elle resta quelque temps dans cet état d'accablement; les enfants surpris, interdits, se tenaient auprès de leur mère, partageaient ses inquiétudes, sans en bien comprendre la cause.

En ce moment, on entendit la cloche du village qui appelait les fidèles à l'office du jeudi-saint; Gertrude sortit de sa rêverie et se rendit à l'église.

Ah! qu'elles durent être agréables au Ciel les prières de cette mère éplorée, toute tremblante sur le sort de ses enfants! Avec quelle ferveur elle implora l'intercession de celle qui est dans les cieux le refuge assuré de toutes les misères humaines, la consolatrice des affligés!

Lorsque l'office fut terminé, Gertrude rentra chez elle; Léonard n'était point encore de retour. Son absence prolongée, dont elle ignorait la cause, commençait à exciter ses inquiétudes; mais elles ne furent point de longue durée. Ses enfants, qui étaient à jouer devant la porte, rentrèrent précipitamment au bout de quelques

instants :— Papa, papa, s'écrièrent-ils, et, presque au même moment, Léonard se précipita tout joyeux dans les bras de sa fidèle compagne.

La pauvre Gertrude fut affligée d'une pareille gaieté, mais elle n'en fut point surprise : car elle avait cru remarquer, la veille, dans le bon Léonard un air étrange qui ne lui était point familier ; il lui semblait que parfois il avait des absences.

Mais Léonard n'eut point de peine à dissiper toutes ses alarmes, et elle vit que son mari avait un grand sujet de joie. Léonard, parti avant le jour, s'était rendu à M. pour y voir une dernière fois M. R., lui exposer sa situation, et lui demander de l'ouvrage. Celui-ci n'avait pu lui en donner ; mais rempli de compassion pour ses maux, il lui avait offert généreusement un asile dans une petite maison inhabitée qu'il possédait près de la ville ; puis, après s'être entretenu familièrement quelques instants avec lui, une idée soudaine lui était venue à l'esprit. M. C, propriétaire du manoir de L., était de retour à la ville, depuis deux jours seulement, d'un voyage en Amérique ; son arrivée n'était encore connue que d'un petit nombre d'amis ; M. R. avait fait part de ses espérances à Léonard, et tous deux s'étaient rendus immédiatement auprès de cet homme généreux, toujours prêt à soulager l'infortune.

M. C. les avait fort bien accueillis, et, après s'être fait expliquer le motif de leur visite, il avait demandé à Léonard combien il voulait de sa prairie.

—Ma foi, monsieur, lui avait répondu celui-ci, si je ne trouve de l'argent pour me libérer, il faudra que j'abandonne, lundi, maison et prairie pour une misérable somme de 35 louis ; ainsi, à ce compte, elle ne vaudrait guère plus de 12 louis 10 s. ; mais si les temps n'étaient pas si durs, et si je n'avais point affaire à un usurier comme M. X, je suis persuadé que j'en aurais toujours 50 louis.

—Eh bien ! mon ami, avait repris M. C., je vous sais gré de votre franchise. Faites choix d'un expert, je vais en nommer un de mon côté ; ils feront de suite leur estimation, et demain je payerai le prix qu'ils auront fixé.

Le bon Léonard avait encore les larmes aux yeux en faisant ce récit ; il s'interrompit un instant pour embrasser ses enfants groupés autour de lui, qui le comblaient de leurs caresses, puis il continua : les experts, nommés sans désemparer, avaient fait de suite leur travail ; leur estimation se montait à 52 louis, et, comme le projet de M. C., en achetant la prairie, était de la réunir au manoir et de l'enclaver dans son parc, il avait confié à Léonard l'entreprise des travaux de maçonnerie.

Gertrude ne put contenir sa joie en entendant un pareil récit ; dans sa reconnaissance, elle se jeta aux pieds du crucifix qu'elle avait arrosé, hier, de ses pleurs ; cette fois elle répandit encore des larmes, mais ce furent des larmes douces, bien douces !

Léonard suivit cet exemple. Oh ! il savait bien prier maintenant !

Le reste de la journée se passa dans l'espérance d'un avenir plus heureux qui commençait à s'ouvrir pour ce couple chrétien ; et le lendemain, Léonard, après avoir assisté à l'office du vendredi-saint, alla témoigner sa reconnaissance à M. R. et à M. C. ; puis, muni de l'argent qu'il venait de recevoir, il retira des mains de M. X. l'engagement fatal, source de tous ses chagrins.

Trois ans plus tard, Léonard et Gertrude achetaient une nouvelle prairie pour remplacer celle qu'ils avaient

vendue, et Léonard, au comble de la joie, s'écriait :— Du moins, celle-ci, j'espère bien que nous la laisserons à nos enfants.

— Oni sans doute, reprenait Gertrude ; mais si nous avions encore par la suite des revers à craindre, souviens-toi, mon cher ami, QUE PLUS LE DANGER EST GRAND, PLUS DIEU EST PRÈS DE NOUS.

B. D'EXAUVILLEZ.

Lectures de M. Masseras,

A L'INSTITUT CANADIEN-FRANÇAIS.

(Extrait de l'Ordre, Suite et Fin.)

Le Sud a eu le tort de trop se presser, de ne pas attendre les premiers actes de M. Lincoln, une attaque directe dirigée contre ses intérêts.

À cela on peut répondre, et c'est là l'acte d'accusation contre le Nord, que les doctrines violentes des républicains menaçaient la sécurité du Sud, que les expéditions qui allaient renforcer le fort Sumter et le fort Pickens, mettaient en péril et affaiblissaient par avance la résistance à l'agression. La sécession n'est pas venue d'abord du Sud tout entier, mais seulement de la Caroline du Sud. Encore la convention de cet État fut-elle convoquée à peu près à la même époque que le Congrès, facilitant par là les ouvertures de compromis et les négociations.

On a dit que M. Buchanan aurait dû étouffer, par la force, le mouvement sécessionniste à son origine. D'abord son cabinet était faible, vacillant et composé, en grande partie, d'hommes du Sud. Puis, le moindre essai de répression aurait jeté dans la révolte les quinze États à esclaves, qui alors étaient loin d'être déçidés à y entrer, et qu'on aurait pu facilement rattacher à l'Union.

La plus lourde part de responsabilité retombe sur le 36ème Congrès, dont la grande majorité était républicaine, qui n'a fait aucune tentative de conciliation, et qui a constamment refusé de secondar les efforts que M. Buchanan voulait faire dans ce sens là.

Ici l'Orateur rappelle quelques paroles prononcées, en 1848, par M. Lincoln, qui forment un piquant contraste avec ses opinions actuelles, et qui viennent à l'appui de l'attitude prise par le Sud : "Le gouvernement des États-Unis, n'existe que par la volonté du peuple, et si jamais le peuple s'en trouve fatigué, il est dans son droit de le modifier ou de le renverser."

La proclamation du Président, appelant les Volontaires sous les armes, mit tout le pays en émoi, et fut bientôt suivie par le manifeste du commerce libre, et les lettres de marque accordées par le Sud.

Des bureaux d'enrôlements furent ouverts dans toutes les villes, et ces soldats improvisés, affublés de costumes plus ou moins complets, se préparèrent à marcher au secours de Washington que l'on disait en danger.

C'est alors que l'on commença à parler de ces terribles batteries masquées, qui ont depuis joué un si grand rôle dans tous les petits combats qui ont été livrés, mais qui n'ont jamais été vues par personne. Il paraît qu'elles n'existent que dans l'imagination des journalistes. Le 16e régiment du Massachusetts répondit le premier à l'appel du Président ; en passant à Baltimore, il fut assailli à coups de fusil par l'émeute, et, le lendemain matin, les ponts furent brûlés et détruits, et les lisses du chemin de fer enlevées ; en sorte que Washington se trouva, tout à coup, privé de toute communication avec le Nord. Si alors on avait voulu en tenter l'attaque, rien n'eût été plus facile que de s'en emparer.

Mais, dit l'Orateur, la politique du Sud me paraît être de ne pas vouloir Washington. Le Sud fait une guerre défensive et veut qu'elle paraisse telle aux yeux de l'Europe.

D'un autre côté, en s'emparant de Washington, le Sud, au lieu de continuer la guerre qu'il fait aujourd'hui pour la défense de son territoire, la transformerait au contraire, en une guerre offensive et de conquête, et soulèverait au Nord un sentiment de vengeance

implacable qui s'opposerait pendant longtemps à ce qu'une paix solide s'établît plus tard entre les deux sections séparées de l'union. Ce n'est donc pas l'intention du Sud de prendre Washington et de mettre, par une guerre offensive, un obstacle à la reconnaissance, dans un avenir plus ou moins rapproché, des droits pour lesquels il combat, et des intérêts qu'il veut sauvegarder, savoir ceux d'être libre et maître chez lui.

L'Orateur fait ici l'historique des faits de la guerre depuis le commencement des hostilités, donnant une description topographique du pays où campent les divers corps d'armée. Ces faits sont trop connus pour que nous les rappelions en détail. Nous nous contenterons donc d'insister sur quelques points généraux, auxquels l'orateur, avec raison, a donné plus d'attention.

Dès l'ouverture de la campagne, il se présente une question curieuse. Le général Butler, envoyé au secours du fort Monroe, et pour fortifier Newport-News, avait reçu dans son camp un certain nombre d'esclaves fugitifs, venant lui demander protection. Le général en refusa le gouvernement de Washington et lui soumit la question de savoir, si ces esclaves devaient être déclarés ou traités comme une propriété. Mais le général Butler avait commencé par être avocat, et comme il avait gardé quelque chose de son ancienne profession, même en exerçant la nouvelle, en même temps qu'il posait la question des esclaves au gouvernement, il trouvait moyen de la résoudre, et arrivait à cette conclusion : qu'il fallait traiter ces esclaves comme contrebande de guerre et les confisquer au profit de la république. Cette suggestion fut adoptée à Washington. Ainsi donc le parti républicain, qui avait si longtemps combattu pour l'émancipation des noirs, en était venu à traiter les esclaves exactement comme le faisaient les démocrates du Sud.

Le Congrès du 4 juillet, sur lequel on comptait encore pour trouver une solution aux difficultés, s'assembla enfin. L'heure de la réconciliation était alors passée, mais il était encore temps pour un compromis, et cependant rien ne fut tenté en ce sens ; et on se borna à voter une série de mesures agressives, dans le but de pousser la guerre le plus vigoureusement possible. Le tarif fut encore élevé ; et, pour la première fois dans l'histoire américaine, on créa un impôt sur le thé et le café, et un impôt sur le revenu. On décréta une levée de 500,000 hommes et un emprunt de 500,000 piastres ; enfin, on arriva bientôt à une injustice, dont le gouvernement autrichien avait eu jusqu'ici le monopole, la confiscation des biens appartenants aux citoyens du Sud.

On attribua alors au général Scott, un plan très habile dans sa conception, mais que les événements furent loin de réaliser. L'armée du Sud était à Manassas, et le plan du général Scott était de la prendre en flanc, par la Virginie occidentale, tandis que par un mouvement de front il la rejetterait en arrière. L'armée de l'Ouest venait alors de remporter sa première victoire, et de battre le général confédéré Garnett ; la cause du Sud semblait désespérée. Les confédérés avaient évacué Harper's Ferry afin de ne pas être coupés dans leurs communications par l'armée du général Patterson, et le général McClellan remportait des succès qui l'ont si rapidement conduit au commandement-en-chef de l'armée du Nord. Mais ces rapides succès surexcitèrent tellement les esprits au Nord, qu'on y oublia bientôt toute prudence, et de toutes parts s'éleva un cri partout répété : "En avant ! à Richmond !" On commit alors la faute de céder à cette pression populaire, et, le 16 juillet, l'armée s'avancant jusqu'à Fairfax-Court-House, où elle se retrancha. Les Confédérés qui n'avaient jamais eu de forces en avant de Fairfax, ne bougèrent pas de leur camp de Manassas, et se contentèrent d'occuper une hauteur dominant le Bull-Run.

Le dimanche 22, le général McDowell commandant l'armée du Nord fit un nouveau mouvement en avant. Le plan du général McDowell paraît avoir été de déborder l'armée du Sud, et de la prendre en flanc de chaque côté, pendant qu'il ne laisserait au contraire que peu de forces au centre, afin de laisser l'armée du Sud s'engager, de plus en plus, et tomber dans le piège qu'il lui tendait, en lui offrant un succès apparent sur son front de bataille. L'artillerie ouvrit le feu, et l'armée du Nord se fit vaillamment un passage jusqu'au pont de pierre construit sur le Bull-Run. Mais ici

le plan des généraux du Nord fut déjoué ; le général Patterson, sur la diversion duquel on comptait, et qui devait tomber sur une des ailes des confédérés par la Virginie occidentale, n'arriva pas à temps, et la retraite commença. On a beaucoup parlé de batteries masquées, mais il paraît prouvé aujourd'hui qu'il n'y en avait pas non plus à Bull-Run, et quoique l'on dise, je ne puis croire que la victoire du Sud soit complètement due au hasard.

Le général Beauregard, autrefois officier du génie, a servi avec éclat dans la guerre du Mexique, sous les ordres du général Scott. Or, le général Scott, lui a rendu un jour ce témoignage public, que sans lui l'armée américaine eût été battue à Cerro-Gordo, et il ajoutait : "Le capitaine Beauregard a fait preuve en cette circonstance d'une audace et d'une témérité qui seraient de la folie, si ce n'était du génie !"

Le général Scott n'a qu'une seule tactique, toujours la même dans toutes ses campagnes : tourner l'ennemi et le prendre en flanc. Beauregard, qui avait servi sous lui, connaissait naturellement son plan, et s'était préparé en conséquence. Le résultat a prouvé qu'il ne s'était pas trompé. Cependant la retraite précipitée de l'armée du Nord dérangerait son propre plan, car il ne s'attendait pas et ne désirait pas un succès aussi facile et aussi prompt. Il comptait au contraire attirer l'armée du Nord dans le défilé de Manassas, la laisser coucher sur le champ de bataille, et l'attaquer le lendemain par un mouvement de flanc. Il avait ainsi remporté une victoire plus décisive, avec une perte moindre pour son armée, et fait un bien plus grand nombre de prisonniers. La déroute et la fuite précipitée de l'armée du Nord l'empêcha seule de réaliser ce plan de bataille. On a blâmé le général Beauregard de n'avoir pas poursuivi l'armée du Nord, et de n'avoir pas marché de suite sur Washington, mais il a été guidé en cela par les saines lois de la guerre, et la politique du Sud.

M. Masseras parla ensuite brièvement de la guerre du Missouri et se résuma en disant, que dans la guerre actuelle, le Sud avait eu incontestablement la plus grande part de succès, tandis que le Nord ne pouvait s'enorgueillir que de la prise du corsaire *Savannah* et de l'expédition d'atterras. Au reste, dans une guerre comme celle-ci, dit l'orateur, guerre de recrues, le succès restera toujours à ceux qui seront sur la défensive, et la défaite sera pour celui qui se décidera à l'attaque. Dans tout autre pays du monde, une grande victoire décide souvent une situation ; aux Etats-Unis, une grande bataille gagnée contre le Sud n'avancerait rien, et c'est précisément ce qui fait la difficulté, l'insolubilité de la situation ; ce n'est pas une bataille qu'il faudra, mais bien dix batailles, avant d'avoir fait un pas en avant. Et même après cela, la guerre recommencerait sur tous les points ; pour la défense des foyers, la défense de la patrie, chaque homme serait un soldat ; et le Nord lui-même se déverserait sur le Sud que sa conquête ne serait pas encore certaine.

TROISIÈME ET DERNIÈRE LECTURE.

Jusqu'ici, dit l'orateur, les faits m'ont guidé, j'ai eu à remplir la tâche relativement facile de simple historien et d'observateur exact. Maintenant, il me faut aborder le rôle ingrat de prophète, mais de prophète sans brevet d'exactitude, et comme me le disait tout à l'heure un homme d'esprit (M. Chauveau), sans garantie du gouvernement.

Au début, j'ai eu recours à une comparaison, le mariage de convenance, maintenant permettez-moi de recourir à une légende des bords du Rhin.

Il y avait une fois un prince et une princesse beaux comme le jour. Un matin, le prince partit pour la chasse. Près d'une haie il trouva un magnifique cheval blanc qui attendait paisiblement l'aventure. Il le monte, et le coursier l'emporte à travers les forêts. Puis, après une course de 24 heures, le cheval s'arrête à la porte du château du prince. Mais hélas ! tout a vieilli pendant l'absence du maître. Il ne retrouve plus que des vieillards au lieu des jeunes gens qu'il a laissés. Sa femme elle-même a perdu sa beauté et sa fraîcheur. Un miroir se trouve sous ses yeux ; il apprend que lui aussi est devenu vieux. La promenade qui avait paru durer 24 heures avait duré un siècle.

Cette légende est l'histoire de la crise américaine, et de tous les peuples qui se jettent dans les aventures. Tel qui part pour cent ans, croit partir pour un jour. Les États-Unis savent le jour où ils sont entrés dans la guerre civile ; Dieu seul sait le jour où ils en sortiront. Quand le coursier de la guerre civile s'arrêtera, il sera couvert de sang, et le sol qu'il foule aura vieilli de cent ans. Tout sera brisé et transformé.

On compte dans le Nord sur la reconstruction d'un parti de l'Union au Sud. Cette espérance, peut-être plausible d'abord, est vaine maintenant. La sécession est un fait accompli dans les esprits comme dans les faits. Des haines ont poussé partout, et chaque balle qui tue un soldat du Sud les augmente. Vaincu, le Sud ne pardonnerait pas à ses adversaires leur victoire et sa propre défaite. L'oubli ne couvrira jamais tout entier l'abîme qui va s'élargissant entre les deux partis de l'Union.

Les conditions de la lutte sont presque égales de part et d'autre. D'un côté, du côté du Nord, douze millions d'hommes, de l'autre, huit millions.

Où, mais ces huit millions d'hommes sont appuyés par quatre millions de noirs qui cultivent les champs, tandis qu'il faut que le Nord prenne six millions de travailleurs sur ses douze millions.

De plus, les hommes du Nord combattant loin de leurs foyers, sont complètement enlevés aux travaux, tandis que les hommes du Sud combattent chez eux, pouvant, pour ainsi dire, guider la charrie d'une main et tenir le fusil de l'autre.

Les États du Sud actuellement en guerre comptent 1,400,000 hommes de 18 à 45 ans ; les États du Nord 3,700,000 ; c'est-à-dire, un contre trois. Mais en tenant compte des considérations qui précèdent, on peut compter au plus un contre deux. Il faut aussi compter avec les divisions et les tiédeurs qui se feront plutôt au Nord qu'au Sud, où l'intérêt général cimenté le patriotisme.

Et surtout, il ne faut pas oublier que le Sud défend son sol, son indépendance, et l'on sait qu'elle force acquièrent les peuples par cela seul qu'ils défendent leur nationalité. Est-il besoin de rappeler l'héroïque résistance de la Vendée à la Révolution, et surtout la lutte de l'Espagne contre Napoléon, de l'Espagne dévorant 600,000 hommes en 6 ans.

En admettant que les deux armées soient d'une bravoure égale, il n'en est pas moins exact de dire qu'il y a plus d'esprit militaire, d'habitudes des armes et du cheval au Sud. Avant la guerre, le Sud comptait bien plus d'instituts militaires et d'officiers que le Nord.

Voilà pour la question d'hommes ; voici maintenant pour la question d'argent : On prête au général Beauregard ce mot très-juste : " Lorsque je dépense \$200,000 à mon gouvernement, j'en fait dépenser 700,000 au Nord.

Il y a en effet une différence énorme entre les dépenses du Sud et celles du Nord, et cela tient à plusieurs causes. D'abord, le Sud se trouve dans une période révolutionnaire, il a accepté franchement sa position, et une foule de mesures, qui, au Nord, soulèveraient une réprobation générale, sont acceptées sans murmures, à cause même de cette position exceptionnelle. Et puis, les gens passionnés pour une cause, la servent avec plus de désintéressement ; or le Sud a jusqu'ici donné de nombreuses preuves de son abnégation et de son patriotisme. Les fournisseurs eux-mêmes, cette classe toujours avide, n'ont pas essayé de réaliser des bénéfices exagérés dans leurs contrats avec le gouvernement confédéré ; tandis qu'au Nord, depuis le commencement de la guerre, il n'y a peut-être pas un contrat qui n'ait donné lieu à une enquête. Les hommes du Sud, sont habitués à une vie plus frugale et plus mâle, et supportent mieux les privations et les misères de la vie du soldat.

Enfin les opérations financières du Sud paraissent jusqu'ici avoir été plus réfléchies et mieux calculées.

Le Nord et le Sud ont également emprunté ; mais au Nord, c'est le gouvernement lui-même qui a emprunté directement ; au Sud, au contraire, ce sont les comtés. Il y a au Sud 736 comtés, tous très-riches ; chaque comté en empruntant 500, \$500,000, le

Sud se trouverait avoir de suite réalisé \$368,000,000, ce qui équivaut à \$700,000,000 pour le Nord.

D'un autre côté, le Nord, obligé de faire face aux dépenses énormes de la guerre, a mis en circulation les bons du trésor, qui menacent ainsi de faire concurrence au papier émis par les banques ; au Sud, au contraire, le trésor a émis autant de papier, mais ce papier a été encaissé par les banques qui ont fait une nouvelle émission de leurs propres billets pour le même montant ; sauvant ainsi le crédit public d'une secousse et d'une dépréciation qu'on n'a pas su lui épargner au Nord.

Avec ces différences, toutes en faveur du Sud, il y a donc possibilité pour lui de soutenir la lutte.

Mais, admettant que le Nord réussisse enfin à subjuguier le Sud, qu'arrive-t-il ? A mesure que les sacrifices augmentent pour le Nord, ils diminuent pour le Sud. Le Nord sera obligé de garder sur pied de guerre une immense armée pour conserver cette conquête, car lorsqu'on est parvenu à étouffer enfin un immense incendie à l'aide de grands sacrifices, tout n'est pas encore fait, et la flamme, qui couve sous la cendre, surgit tout-à-coup çà-et-là, à droite, à gauche, et bientôt la conflagration redevient générale.

On a parlé, comme ressource suprême, de l'abolition de l'esclavage. D'abord, il est trop tard ; ensuite M. Jefferson Davis a dit avec raison qu'autant vaudrait pour le Nord décréter la déchéance de Napoléon III que l'abolition de l'esclavage au Sud ; car ce décret aurait tout autant d'efficacité, puisque le Sud n'est pas plus sous l'autorité du Nord que l'Empire français lui-même.

En admettant même que l'esclavage soit aboli, le Sud ruiné, qu'arrive-t-il ? On n'aura fait que substituer une guerre contre les noirs évincés, à la guerre contre le Sud ; l'exemple d'Haïti est là pour le prouver. Mais il est absurde de croire que le Nord en vienne jamais à l'abolition de l'esclavage, et le général Fremont, qui avait proclamé la mise en liberté des esclaves réfugiés dans son camp, a été de suite désavoué par le gouvernement.

L'esclavage n'a donc pas été la cause de la guerre, et la force des choses empêchera qu'il n'en devienne le but. Laissons donc le nègre dans sa case. Tout n'est pas pour le mieux, mais on n'améliorerait rien. D'ailleurs 8 millions de blancs valent bien 4 millions de noirs, et si quelqu'un en doute, j'en trouve une preuve dans la musique, qui dit ; qu'une blanche vaut deux noirs.

De toutes ces considérations est née, pour bien des gens, la conviction que la guerre se poursuivra indéfiniment, sans résultat décisif, jusqu'au jour où la force des choses amènera la séparation. Et c'est ce qui fait dire, à plusieurs, qu'il vaudrait mieux que cette séparation fut reconnue plus tôt que plus tard. On a assimilé ce désir de voir la séparation reconnue, à un désir de sécession. C'est une fausse interprétation. Ceux qui demandent que la séparation soit reconnue, partent au contraire de cette idée, que la sécession accomplie plus tôt, peut n'être pas irréparable.

La séparation, reconnue avant la lutte, n'eût peut-être été que temporaire. La reconstitution opérée, quand les haines et les deuils s'y seront mêlés, ne sera jamais positive.

Il est donc impossible d'assigner un terme à la lutte, impossible de dire de quelles complications ce terme sera précédé. Les puissances étrangères n'ont point de pensée d'intervention, mais la force des principes établis amènera forcément la reconnaissance du Sud. Resterait à voir alors, si le Nord considérera cette reconnaissance comme *casus belli*.

Il y a aussi le danger des révolutions intérieures. On demande aujourd'hui un changement de cabinet, pour pousser plus activement la guerre. Il peut y avoir une demande en sens inverse, si l'impossibilité de la victoire devenait démontrée. Mais enfin, un jour viendra, où la guerre se terminera. Ce jour-là, apparaissent des conséquences destinées à devenir les mêmes, quelle qu'ait été l'issue de la lutte.

Et d'abord, quant à l'esclavage, personne n'est esclavagiste dans le sens absolu du mot. La différence est entre les gens qui parlent en l'air d'abolition, et ceux qui regardent l'esclavage comme une nécessité jusqu'à ce que la transition soit trouvée. Cette transition le Sud sera le premier à la chercher, car il ne

voudra pas donner raison à ceux qui parlent d'une république fondée sur l'esclavage. Une tentative en ce sens avait déjà été faite en 1848 dans le Kentucky, où l'on voulait y substituer le servage. En même temps, on peut prévoir une émancipation rapide dans tous les États non-cotonniers. Ceci sera d'ailleurs accéléré par la révolution économique et commerciale que prépare la guerre.

Un des résultats de la guerre et du blocus sera de rendre le Sud manufacturier. Ceci est prouvé par l'histoire. Un pays qui se trouve enfermé chez lui, cherche à créer les industries pour lesquelles il dépendait des autres nations. La Nouvelle-Angleterre, autrefois exclusivement occupée de commerce maritime, est devenue manufacturière pendant la guerre; ainsi de la France pendant le blocus continental. Or, le Sud, devenant manufacturier, le travail des blancs se substituera à celui des noirs; donc émancipation graduelle.

Un second résultat sera le déplacement des centres maritimes. New-York exerce aujourd'hui un monopole écrasant, et tout vient converger vers cette vaste métropole, mais New-York a eu sa période la plus prospère, et la guerre en révoquant la Virginie au monde, comme voie de communication avec l'intérieur, donne à New-York un rival redoutable dans le port de Norfolk. Et il ne serait pas étonnant si, plus tard, les États de l'Ouest, trouvant une voie plus courte et meilleur marché pour leurs communications avec l'Océan, par la Virginie, ce déplacement de commerce maritime ne devenait une nouvelle cause de sécession, qui séparerait l'Ouest du Nord. Car il n'est pas besoin d'être prophète pour découvrir les causes qui amèneront presque infailliblement plus tard la séparation des États de l'Ouest. Car ici la question se complique encore d'une différence de race. Il y a aux États-Unis, une population allemande considérable; mais les allemands n'ont pas fait comme les français et les Irlandais, qui se sont disséminés sur tous les points, sans cohésion entre eux, ils se sont, au contraire groupés les uns près des autres et ont formé un peuple à part, dans la nation américaine. La nationalité allemande existe aujourd'hui, elle a ses journaux, ses conventions particulières, ses régiments de milice commandés dans sa propre langue; enfin, à la convention de Chicago, elle a imposé ses conditions, et ces conditions ont été acceptées. Il y a donc toute probabilité d'une république séparée à l'Ouest, et quand cette séparation viendra, le droit de sécession sera déjà établi par le peuple du Sud.

L'orateur se fait ici une question. Que sera-t-on de l'armée quand la guerre sera finie? Tout le monde ne retournera certainement pas aux ateliers, et il restera un grand nombre de soldats désarmés qui, ne voulant pas reprendre le travail, créeront dans la population un élément remuant, prêt pour toutes les émeutes, pour tous les coups de main. Les anciens officiers qui auront conservé une certaine influence sur leurs hommes, auront sans cesse à leurs ordres ces aventuriers, et on les verra dans les élections intervenir peut-être d'une manière fatale pour la liberté. L'exemple de la guerre du Mexique est là pour nous montrer que ces conséquences sont inévitablement vraies; avant cette guerre, New-York ne connaissait pas cette classe de *roturiers* si célèbre aujourd'hui, car elle vient des 50,000 soldats licenciés après la guerre.

Et puis, l'esprit militaire sera entré partout. L'ancien état de stabilité, d'immuabilité aura disparu à jamais.

La république est excellente pour donner l'élan, mais impuissante pour l'arrêter.

L'orateur est amené ici à considérer la nouvelle situation politique qui surgira des événements.

Au point de vue des principes républicains, la guerre aura eu de désastreux résultats. On aura prouvé que, dans une république comme partout ailleurs, les principes de liberté plient sous les circonstances. La liberté individuelle est aujourd'hui devenue douteuse; *habeas corpus* est annulé; la liberté de la presse supprimée; le secret des lettres n'est plus inviolable. Enfin on en est venu aux saisies par précaution, aux emprisonnements politiques, à l'exil. Tout cela était nécessaire peut-être dans la situation donnée; mais la manière dictatoriale dont les mesures ont été prises en aggrave la portée; car elle livre l'avenir au prétexte des nécessités. La liberté est comme la vertu:

..... C'est une île escarpée, et sans bords;
On n'y peut plus rentrer dès qu'on est d'hors.

Dès aujourd'hui même, il y a tendance à modifier la Constitution. Lorsque la Confédération du Sud a fixé à 6 ans, au lieu de 4, la durée de la présidence, le Nord a accueilli cette mesure par une approbation générale, et des journaux disaient même que ce serait parfait si on avait mis 8 ans au lieu de 6. C'est un premier pas, et on peut dire que de manière ou d'autre, les bases de la république se trouveront certainement modifiées.

Ainsi sacrifices énormes pendant la lutte; dangers de conflits, de démembrements, de révolutions même après. De toutes manières, avant d'arriver à un nouvel état de choses stable, de longs tiraillements, une liquidation formidable, peut être la ruine. Qu'il y ait réunion ou sécession, il faut faire entrer en ligne de compte, la double dette, soit ensemble soit séparément; plus tard, les pertes des particuliers; l'union détruite; les institutions républicaines en question; sa prospérité publique sapée dans tous ses fondements, et avec une longue convalescence devant elle! Plus tôt on donnera à cette convalescence chance de commencer, plus on aura laissé de forces vitales au malade, plus on évitera les périls de rechutes et de complications.

Nous, cependant, témoins de ce spectacle lamentable; sachons du moins en tirer les enseignements qu'il renferme.

Voici une nation, hier, grande entre les plus grandes, qui glisse avec une rapidité fatale sur la pente où se démembrèrent les empires. Depuis trois quarts de siècle, cette nation faisait l'admiration du monde. Sa naissance avait été un prodige, son développement un prodige plus grand encore, et le degré de puissance et de prospérité auquel elle était arrivée donnait presque le vertige. Le colosse américain défait le monde entier, et semblait par avance dévorer l'avenir. Un hémisphère menaçait de devenir, avant peu, trop étroit pour le contenir. Les apparences justifiaient ces excès de jactance et d'audace. Et tout d'un coup, du jour au lendemain, le colosse s'écroule pour ainsi dire sur lui-même.

Quoiqu'on en dise, un pareil fait ne s'explique pas, par un accident, par un simple accident politique. Si la statue d'or n'avait pas eu des pieds d'argile, elle serait encore ferme et immuable sur sa base. Si elle tombe en pièces, c'est que ceux qui en avaient la garde n'ont pensé qu'à l'éclat du métal, sans s'inquiéter de la solidité du piédestal.

La grandeur américaine s'était fondée en dehors de toutes les règles comme de toutes les conditions ordinaires. Elle a cru que la destinée à part qu'elle avait rencontrée à ses débuts, devait être éternelle et qu'elle pouvait se dispenser de chercher ses garanties d'avenir dans les lois qui ont présidé à l'existence des autres peuples. Là a été son erreur et sa perte.

Que son exemple nous apprenne donc qu'on ne rompt jamais impunément avec de saines traditions, avec les grands principes fondamentaux de la vie publique; que la prospérité matérielle n'est qu'un des buts auxquels doit viser un peuple, que si cette prospérité se développe au détriment du progrès moral, elle peut devenir un mal au lieu d'un bien. Rappelons-nous surtout qu'il n'est point de vraie et durable grandeur, pour un pays qui s'absorbe dans les intérêts égoïstes, au point de perdre de vue la chose commune, et que les plus belles institutions sont condamnées à périr, si l'œil jaloux d'un patriotisme sincère ne veille à leur conservation.

La "vigilance est le prix de la liberté" avait-on habitude de dire aux États-Unis. Si ce dicton eût été autre chose qu'une vaine phrase, nous n'assisterions pas au triste spectacle que nous avons sous les yeux. C'est précisément, c'est uniquement parce que la masse de la nation a manqué de vigilance que nous assistons au naufrage de l'union et de la liberté.

Nos sincères remerciements à M. E. Sénécal, pour l'exemplaire, qu'il a bien voulu nous adresser de la "Relation du voyage de S. A. R. le Prince de Galles en Amérique." Au prochain numéro nos appréciations.

Des Presses à air dilaté d'Eusèbe Sénécal, 4, Rue St. Vincent, Montréal